Fédération de la Santé et de l'Action Sociale
(FSAS-CGTG)
Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre
0690.28.19.86
fsas.cgtg@laposte.net
www.veyatifsascgtg.org

Quand l'entêtement de nos dirigeants condamne le C.H.U.G. et la Guadeloupe!

Nous avions déjà eu écho des difficultés rencontrées par le CHUG pour payer les prestataires de services qui interviennent sur le chantier de Perrin, mais voilà que la presse confirme publiquement les faits. Un marché qui a été circonscris avec autant de précautions sous le prétexte que c'était l'Etat qui en était l'unique payeur, ***il était donc convenu que l'ARS soit l'œil vigilant de l'Etat****. Comment donc en est-on arrivé là ? Pourquoi ? Nous avons aussi dénoncé la politique de gestion de la pandémie de l'Etat,* ***complètement centralisée et contrôlée par l'ARS sur le territoire****, et les conséquences désastreuses commencent à émerger progressivement et silencieusement. Mais la FSAS-CGTG ne laissera pas de champs libres à ceux qui nous traitaient, il y a encore peu de temps, de complotistes et d'incompétents et, quoiqu'il en soit, nous ne lâcherons pas le morceau pour rien au monde...* ***Nou dèyè yo kon bal !***

A la FSAS-CGTG, nous cultivons deux grands défauts qui sont de raisonner et d'anticiper et cela nous a valut d'avoir, plus souvent que rarement, raison dans nos analyses et propositions. Nous partons d'un principe simple et évident qui repose sur l'expérience et la connaissance du terrain que nous analysons sous le prisme de l'intérêt général.

Nous n'avons aucunement la prétention de penser à la place des spécialistes, chacun dans son domaine, mais nous avons la prétention de l'intelligence collective de professionnels aguerris aux réalités du territoire et inquiets pour l'avenir et la postérité.

D'abord, revenons sur le chantier du futur CHUG à Perrin, nous rappelons que la demande de reconstruction d'un nouveau CHU en Guadeloupe avait été explicitement le fait de nos camarades du CHUG (CHUPPA à l'époque) déjà à un Ministre, alors de passage en Guadeloupe il y a une vingtaine d'années. Mais si cette demande a finalement été entendue par le Gouvernement HOLLANDE, ce sont les technocrates qui ont pris le relai sous le premier Gouvernement MACRON.

Nous savons que, depuis SARKOZY, tout doit passer par le filtre de ces technocrates qui eux-mêmes sont sous le contrôle non pas des politiques mais des structures extra-étatiques diligentées par l'Union Européenne, pour ne pas dire du grand capital International. On aura beau nous bassiner avec la décentralisation, tout concours à démontrer que l'Etat (adoubé de l'Union Européenne) - via l'ARS - est à la manœuvre pour le financement, le choix des prestataires, le paiement... concernant tous les projets stratégiques comme l'est le nouveau CHUG..

Comment se fait-il qu'on laisse entendre que le CHUG n'aurait pas payé des entreprises ? Si c'est vraiment le cas, quel rôle a joué la Direction du CHUG qui se trouve être aussi, de facto, la Direction du GHT (Groupement Hospitalier de Territoire) qui fut le dada de l'ancienne Directrice de l'ARS ? Y-a-t-il un lien avec le départ de ces deux D.G. ?

Par ailleurs, l'Etat sait parfaitement que cette zone est inondable, voire submersible dans deux ou trois décennies, pourquoi donc engloutir plus de 500 millions dans une structure fragilisée dès sa construction ? La réponse est d'une simplicité déconcertante pour qui comprend le circuit financier mais ce sont toujours les organisations syndicales qui exagèrent et poussent au gaspillage, en tout cas selon les technocrates qui nous regardent de haut.

Ensuite, arrêtons-nous sur la situation des urgences au C.H.U.G. qui est la conséquence directe des réformes achevées par la loi du 05 Août 2021. Loin des messages rassurant de la direction du CHUG informant que les organisations ne sont pas impactées par les suspensions, il n'en demeure pas moins que les effectifs sont réduis au point que les délais de prise en charge sont rallongés, les conditions de travail sont difficiles pour le personnel soignant.

Les urgences fonctionnent à flux tendus alors qu'il n'y a pas d'afflux massifs de malades du covid. Face à cette situation de tension palpable, dans les autres services la politique de mutualisation des services à l'horizon du nouveau CHUG se poursuit avec la mutualisation des lits, des ressources et des moyens (CQFD : réduction du nombre de lits, du personnel).

Ces réorganisations permettent de cacher la misère alors que les agents seraient désireux de bénéficier de l'aide de leurs collègues suspendus. Cette politique se poursuit dangereusement selon un plan prédéfini depuis tantôt en dépit de notre réalité contextuelle et s'inscrit dans une logique allant jusqu'à la mutualisation de l'offre au-delà de notre archipel.

Nous sommes, ainsi, en droit de nous interroger sur l'intention finale des autorités quant on sait qu'un projet de C.H.U. Caraïbe est dans les tiroirs depuis quelques années mais difficile à émerger... Il n'est pas facile de penser des iles séparées par la mer comme on pense un länder ! Sommes toutes, y a-t-il une volonté de démontrer l'incurie locale pour arriver à ce projet ? Essaie-t-on de profiter de la résistance du personnel à l'obligation vaccinale pour préparer l'assaut final à l'ouverture de Perrin ?

Si il y a une chose que la pandémie nous a enseigné c'est que ce ne sont plus les médecins et les soignants qui pensent la santé mais de petits présomptueux bien payés pour marchandiser ce secteur. Ils n'ont aucune compétence médicale, encore moins humaine, ce sont des chasseurs de primes qui mettent leur art au service du libéralisme sauvage. Les grands professeurs et autres chefs de services auront beau tenter de justifier l'injustifiable, ils n'ont eux-mêmes plus aucune prise sur la destinée médicale.

L'échec patent de cette orientation sous d'autres cieux devrait pouvoir interpeller nos politiques mais ils préfèrent s'égarer dans l'obligation vaccinale pour tous et l'autonomie pour chacun... Heureusement que le ridicule ne tue pas, sinon il lui faudrait aussi un vaccin.

En attendant, la population est très mal desservie sur les plans sanitaire et médicosocial et ce ne sont pas les opérations de communication qui arriveront à bout des faits qui sont têtus. Voilà pourquoi, la FSAS-CGTG revendique une autre orientation sanitaire pour l'Archipel qui passe par :

- **L' arrêt de l'obligation vaccinale et la réintégration du personnel suspendu (Public, privé et libéral).**
- **La formation de jeunes aux métiers sanitaires en soulignant les spécialités manquantes.**
- **La remise en question de toutes les réformes appliquées depuis le Gouvernement Sarkozy.**
- **L'abolition des A.R.S. au profit d'une véritable Direction Territoriale de la santé et du médicosocial.**
- **L'arrêt immédiat de la T2A et la révision à la hausse du coefficient correcteur.**
- **L'abandon du G.H.T. au profit d'une réorganisation coopérative hospitalière et non centralisatrice.**
- **La redéfinition de l'action sanitaire en subdivisant le territoire pour rapprocher le soin de la population.**
- **La sanctuarisation le nord-ouest de la Basse-Terre et ses hôpitaux (C.H.L.D.B. et C.H.M.S.) - de par sa stabilité géologique - comme repli sanitaire en cas de grande crise tellurique.**
- **Le renforcement des hôpitaux de Saint-Martin et de Marie-Galante, si la télémédecine est une avancée elle ne peut être considérée comme la panacée sur des iles à risques majeurs.**
- **Le renforcement de la psychiatrie et de ces structures extrahospitalières.**
- **La mise en place d'un véritable secteur gériatrique et gérontologique autour de Palais-Royal.**
- **L'articulation plus efficiente entre le sanitaire et le médicosocial.**
- **Une véritable réparation du scandale de la chlordécone.**
- **Le maintien et le renforcement des C.H.S.C.T., véritable contre-pouvoir du personnel soignant au profit des soignés.**

LA FSAS-CGTG DENONCE LES ORIENTATIONS PRISES DEPUIS PLUS D'UNE DECENNIE !

Pointe-à-Pitre, le 27 Mai 2022...En mémoire de nos ancêtres !